

CRISE ET FASCISME

revolution

- Psychologie de masse du fascisme : des « rebelles » au service d'un « fondamentalisme » pour « régénérer » la société (mars 2007) page 2
- La fin de l'âge d'or impérialiste. La fin des secteurs protégés dans le cadre de l'approfondissement de la crise générale du capitalisme (fonction publique, culture, université) (avril 2006) page 8
- Au sujet de la crise financière en cours et de la crise inéluctable du capitalisme (septembre 2007) page 16
- Apprendre de la politique antifasciste de l'Internationale Communiste ! (janvier 2007) page 20
- Apprendre des leçons de Mariátegui sur le romantisme du fascisme français ! (septembre 2009) page 29
- Fascisme et appareil d'État (le psychodrame français du « nouveau fascisme », du totalitarisme larvé) (octobre 2009) page 31

Psychologie de masse du fascisme : des « rebelles » au service d'un « fondamentalisme » pour « régénérer » la société

Nous vivons aujourd'hui une période historique : celle de la décadence du capitalisme après la période d'accumulation commencée en 1945, qui est également celle de la seconde grande vague de la révolution mondiale.

Les explosions sociales dans les métropoles, les guerres populaires se développant - au Pérou, en Inde -, les révoltes et guérillas dans de nombreux pays, les interventions militaires impérialistes - toute cette réalité annonce ce que sera demain.

Dans ce contexte, l'idéologie fasciste renaît de ses cendres dans les métropoles impérialistes, et donc la France.

Dans les années 1960-1990, le fascisme n'a consisté qu'en des propositions stratégiques fournies à la bourgeoisie par différentes organisations d'extrême-droite ; mais la bourgeoisie impérialiste était bien trop faible.

La bourgeoisie industrielle, hégémonique au sein de la bourgeoisie, maintenait sa domination sur les masses populaires grâce aux restructurations et à la répression ciblée, comme avec les lois anti-casseurs ; l'extrême-droite n'avait tout au mieux comme fonction que celle de s'opposer à l'extrême-gauche.

De cette époque, on n'a retenu que « Occident » ou encore le « GUD », organisations se focalisant sur l'anti-communisme, car de véritables structures fascistes comme le « GAJ » ou le « PNFE » ont été des feux de paille.

Aujourd'hui tout a changé : le fascisme se propose comme alternative crédible ; sa tâche, définie par la bourgeoisie impérialiste, n'est plus comme auparavant de liquider l'extrême-gauche issue de mai-juin 1968, mais de réorganiser les structures de la société capitaliste.

Cela signifie que le fascisme se pose comme mouvement de masse, dès le départ, quelle que soit la petitesse des structures créées à l'initial.

Les fascistes ne se rassemblent plus en une seule structure concentrée dans l'attaque des rouges ; ils créent au contraire de multiples mouvements cherchant à établir une base de masse.

Il y a ainsi des initiatives contre l'euro, contre le mariage gay & lesbien, pour les Serbes du Kosovo, en faveur des « SDF », etc.

Pour cette raison, des organisations comme Réflexe ou Ras-l'front ne comprennent rien à la situation, et s'imaginent que le fascisme n'existe pas en France en 2007 en raison de la grande faiblesse des quelques organisations de l'ancienne extrême-droite qu'ils ont dans le collimateur.

En réalité, le fascisme ne cesse de progresser, mais pour le comprendre, pour le voir, il faut impérativement avoir une analyse reposant sur le marxisme-léninisme-maoïsme.

C'est une question d'économie politique.

Sans économie politique, on est incapable d'expliquer pourquoi Dieudonné soutient Le Pen, pourquoi Sarkozy se revendique de Jaurès et Blum, pourquoi la « socialiste » Royal fait l'apologie de l'ordre, pourquoi Le Pen attaque dans ses discours « *le grand capitalisme financier* ».

Car il existe un symbole tout à fait parlant de ce qu'est le fascisme : Che Guevara à qui on rajoute une « croix celtique » sur le béret.

Cette figure du « rebelle » utilisée par une frange de l'extrême-droite résume parfaitement la ligne sociale ET nationale du fascisme.

Le fascisme se veut révolutionnaire et social ; il n'a rien à voir avec l'idéologie ouvertement conservatrice de l'extrême-droite des années 1960-1990, qui était une idéologie défensive et non pas offensive.

Dans *La Cabane dans la vigne* (1945), l'intellectuel d'extrême-droite Ernst Jünger rappelle l'essence de la théorie fasciste, en définissant ainsi son ouvrage « *Le Travailleur* », paru en 1932 :

« *Ce livre décrit, entre autres choses, la mission historique des deux grands principes, le nationalisme et le socialisme, mission tout à la fois de rattrapage du passé et de préparation de l'avenir.* »

Il faut bien voir que l'extrême-droite des années 1960-1990 servait les bourgeoisies industrielle et impérialiste ; aujourd'hui le fascisme ne sert plus que la bourgeoisie impérialiste.

L'extrême-droite des années 1960-1990 collait les affiches de Chirac ; la nouvelle produit des militants qui, au-delà du caractère pathétique de l'action, veulent l'assassiner, comme avec la tentative de Maxime Brunerie lors d'un 14 juillet.

L'extrême-droite des années 1960-1990 attaquait des locaux du P"C"F ou de l'URSS en 1981 ; aujourd'hui elle a dans ses discours comme ennemi principal les USA, en rapport également avec la destruction du bloc social-impérialiste russe et la place désormais libre aux contradictions inter-impérialistes franco-US et EU-USA.

Il s'agit d'une évolution reflétant profondément les changements structurels du capitalisme français, changements qui ont engendré la mobilisation politique de toute une partie appauvrie de la petite-bourgeoisie.

Cette dernière, désireuse de s'organiser politiquement, s'est tournée vers différentes idéologies.

Le trotskysme de la LCR et l'anarcho-syndicalisme de la CNT ont parfaitement satisfait ses besoins dans le courant des années 1990.

Il suffit de constater quelles couches sociales ces mouvements ont touché, socialement comme politiquement.

Mais la crise s'avancant inexorablement, ces mouvements sont passés de mode ; la rébellion petite-bourgeoise devait trouver un autre terrain pour se développer.

À la place de l'anarcho-trotskysme se sont développées d'autres structures, permettant un meilleur élargissement des revendications petites-bourgeoises.

Tous ces domaines ont un même principe de fonctionnement : ils permettent l'existence et l'apologie du rebelle sans « contenu », le « *rebel without a cause* » (« rebelle sans Cause »).

Un « rebelle » irréductible à toute idéologie, comme le rebelle paysan qui fauche les cultures OGM ou le rebelle hooligan qui se pense « martyr » de la société liguée contre les supporters de football, le rebelle populaire qui se fait justice lui-même (« *le punisseur* », les films « *Deathwish* » avec Charles Bronson) ou le rebelle d'État qui applique la justice bafouée (Inspecteur Harry, Rambo).

Le rebelle n'est pas « politique », il est « juste un français parmi tant d'autres », il est quelqu'un croyant encore aux « vraies valeurs » (la « fidélité », l'« amitié », la « justice », l'« honneur », etc.).

Il ne choisit pas - il est choisi.

Le rebelle est « happé » dans un mouvement le dépassant ; aucun supporter de club de football ne raisonne en terme de « choix » de son club, pas plus que la jeune fille gothique ou le jeune homme adoptant le look taliban.

Les rebelles ne pensent pas avoir choisi une culture de refus du monde dominant et de ses valeurs, ils pensent être en quelque sorte « élus », « naturellement » différents, « irréductibles » à la culture dominante.

Le « rebelle » est par conséquent « poète », « philosophe », « apolitique », « sincère », « authentique », au-delà des concepts de « droite » et de « gauche » et se sent totalement étranger à toute considération politique.

Pour le rebelle, la politique relève du « choix » et n'est ainsi pas authentique ; il n'admet que ce qui vient « de lui-même », c'est-à-dire ce qu'il pense venir de lui-même : la fascination pour les runes germaniques et les pays nordiques idéalisés en paradis « aryen », le sacrifice de soi-même pour « son » club, la vénération d'une esthétique « provocatrice », le culte d'un mode de vie particulier, le cynisme intellectuel élitiste de type « dandy », etc.

Le rebelle se fonde ainsi sur sa propre revendication individualiste égoïste et pour lui si « militantisme » il doit y avoir, alors il doit être « spontané » ; le seul ennemi du « rebelle », c'est le « monde moderne », ce qui compte pour le rebelle c'est la « *révolte contre le monde moderne* » (Julius Evola).

Le rebelle est anti-matérialiste ; pour lui le temps, l'histoire n'existent pas.

Il a une attitude totalement idéaliste : l'homme, le peuple, la nation vrais sont éternels ; ils forment et façonnent le monde qui les entourent.

La société ne doit pas évoluer ou bien n'évolue pas.

À l'opposé de cet idéalisme antisocial, nous disons avec Marx : « *Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience.* »

Les fascistes se rejoignent sur la question de l'« ennemi », qui est le « monde moderne », parfois aussi appelé « monde bourgeois », même si après ils ont d'énormes divergences sur les valeurs qu'il faut mettre en avant, comme en témoignent les débats entre fascistes, venus d'Europe combattre pour Franco dans les années 1930, dans le roman « *Gilles* » de Drieu La Rochelle, ou encore récemment lors de l'implosion de l'ex-Yougoslavie, où la majorité nationaliste a soutenu la Croatie jusqu'à avoir des gens s'enrôlant dans l'armée croate, mais où certains royalistes et beaucoup de nationalistes « révolutionnaires » étaient pro-serbes.

Au-delà des différences idéologiques, les fascistes se rejoignent sur cette thèse essentielle pour eux :

« *Aujourd'hui, dans le désarroi des consciences, nous sommes malheureusement en mesure de dire que le monde moderne s'est trouvé, et qu'il s'est trouvé mauvais.* » (Charles Péguy)

Et pour servir la soupe à ces rebelles, les fascistes génèrent des cultes à certains intellectuels qui ont associé vie littéraire et politique : Yukio Mishima, Antoine de Saint-Exupéry, Léon Degrelle, Drieu La Rochelle, Robert Brasillach, José Antonio Primo de Rivera, Ernst Jünger, Ezra Pound, Frédéric Nietzsche, Corneliu Codreanu, Julius Evola, René Guénon....

Et qu'importe les retournements de veste de ces auteurs, leurs changements de ligne parfois à 180°.

Ce qui compte chez eux c'est leur « style », leur position « aristocratique » :

« *On ne peut aujourd'hui œuvrer en société pour le bien de l'Allemagne ; il faut le faire dans la solitude, comme un homme qui ouvre avec sa machette une brèche dans la forêt* »

vierge, soutenu par l'unique espoir que, quelque part dans les fourrés, d'autres travaillent à la même œuvre. » (Ernst Jünger, « *Cœur aventureux* » première version)

Ce culte permet de renforcer le côté « brutal » du fascisme, le caractère « élémentaire », totalement idéaliste.

Le rebelle est un idéaliste, un « doux rêveur » n'attendant qu'un prétexte pour devenir un SA.

Le rebelle pense être le seul être humain authentique dans un monde en perdition :

« *La définition la plus profonde du fascisme c'est celle-ci : c'est le mouvement qui va le plus franchement, le plus radicalement dans le sens de la restauration du corps - santé, dignité, plénitude, héroïsme -, dans le sens de la défense de l'homme contre la grande ville et contre la machine.* » (Drieu La Rochelle, « *Chronique politique* »)

Mais cette quête de l'individu est toujours « collective » - voilà pourquoi le fascisme est la véritable idéologie de l'impérialisme.

C'est la contradiction du fascisme, contradiction qui est le moteur de son idéologie.

D'un côté le fascisme est le produit de l'angoisse individuelle du petit-bourgeois, de l'autre il est une massification de l'aspect militaire de la société impérialiste.

D'un côté, comme le philosophe et écrivain militariste allemand Ernst Jünger l'a résumé dans « *Le traité du Rebelle* », le rebelle est un individu ayant « recours aux forêts » pour s'isoler, conserver son caractère inébranlable.

Car quoique fasse le rebelle, il est un paria, il est fondamentalement rejeté, mis à l'écart et donc en même temps un vrai révolutionnaire, un conspirateur, un saboteur du « système ».

Les skinheads racistes font ainsi tout un culte du symbole du « skin crucifié sur une croix », symbole de leur martyr social, vécu individuellement au jour le jour.

De la même manière que les personnages du film « *Fight Club* », le rebelle ne compte que sur lui-même car la vérité est en lui seul.

« *Il n'a pas besoin de théories, de lois forgées par les juristes du parti, pour savoir où se trouve le droit.* » (Ernst Jünger, « *Le traité du Rebelle* »)

Voilà pourquoi, lorsqu'il forge sa culture, il est comme Apollinaire et les futuristes italiens, il aime l'affrontement et en même temps l'isolement, la patrie et la guerre, qui sont pour lui des occasions de prouver qu'il sait mettre sa vie en jeu, que dans la bataille il reste un être « vrai ».

Drieu La Rochelle l'explique ainsi :

« *L'homme n'existe que dans le combat, l'homme ne vit que s'il risque la mort.* »

Le Rebelle n'a qu'une obsession : se sentir maître de soi, ou comme Drieu La Rochelle le fait dire à l'un de ses héros :

« *La vie n'allait pas assez vite en moi, je l'accélère. La courbe mollissait, je la redresse. Je suis un homme. Je suis maître de ma peau, je le prouve.* »

Mais de l'autre côté, le rebelle ne peut pas agir seul.

Il a besoin de fusionner avec les autres rebelles, afin de célébrer son existence.

Voilà pourquoi les organisations fascistes ont toujours des rituels, des cérémoniaux, etc., comme le montrent très bien les SS, les SA mais de fait toute organisation fasciste, qui nécessairement forge une mystique « révolutionnaire ».

Il y a la nécessité pour chaque individu de fusionner en un rouage de la machine « mystique » :

« *Chaque existence individuelle devient alors, sans que la moindre équivoque puisse subsister longtemps, une existence de Travailleur ; à la guerre des chevaliers, à celle des souverains, succède la guerre des travailleurs.* » (Ernst Jünger, « *La mobilisation totale* »)

Le mouvement « mystique » de l'histoire dépasse alors les individus :

« *La mobilisation totale, en tant que mesure décrétée par l'esprit d'organisation, n'est qu'un indice de cette mobilisation supérieure accomplie par l'époque à travers nous. Cette mobilisation-là possède sa propre logique et si la logique humaine veut garder quelque efficacité, il lui faudra suivre un cours parallèle.* » (Ernst Jünger, « *La mobilisation totale* »)

Le rebelle se donne corps et âme, aujourd'hui pour un culte de l'esthétique gothique ou pour son club, demain pour la guerre impérialiste.

À ce titre, il est aisé de voir que le fascisme ne se place pas qu'à l'extrême-droite de l'échiquier politique.

Lors de ses conférences au Front National, le théoricien « marxiste » Alain Soral explique que la « droite » doit lire des auteurs de « gauche » comme Proudhon et Sorel, et que de même la gauche doit lire des auteurs de droite.

Le principal vecteur de la propagande anti-communiste dans les années 1990 n'a pas été l'extrême-droite, mais l'extrême-gauche ; les milieux anarchistes et trotskystes ont très largement soutenu la diffusion d'ouvrages comme « *Fascisme brun, Fascisme Rouge* » d'Otto Rühle, où est expliqué que « *la lutte contre le fascisme passe par la lutte contre le bolchévisme* ».

De même avec le psychanalyste Wilhelm Reich pour qui tout est sexuel et comme quoi le communisme revient au fascisme, ou bien encore l'intellectuel anglais Georges Orwell, ancien policier colonial anglais ayant fini sa vie comme agent des services secrets anglais, pour qui la révolution est tout au plus une aventure individuelle et le communisme le « totalitarisme » décrit dans son roman « *1984* ».

Sans parler du respect pour des intellectuels comme Gracq, Camus, Sartre, Beckett, Ionesco, Georges Bataille (qui expliquait dans « *Acéphale* » : « *Je suis la joie devant la mort... je suis moi même la guerre.* »), Dali, Céline...

On en est arrivé au point où « l'ultra-gauche » explique depuis trente ans que pour combattre le fascisme, il faut attaquer les antifascistes - une « ultra-gauche » dont sont issus les auteurs négationnistes, niant le génocide, la destruction des Juifs d'Europe par les nazis.

Au sein de l'extrême-gauche, les situationnistes, les « communisants », les pseudo-autonomes et véritables intellectuels bourgeois cultivent justement ce qu'ils appellent le « désir », qui n'est en fait que l'individualisme le plus bourgeois, le culte de l'aventure individuelle comme « révolution ».

On chercherait en vain à distinguer cette culture du « vitalisme » des valeurs du fascisme.

Un excellent exemple se retrouve en France avec des gens se revendiquant « décadents » et ne pouvant se revendiquer directement de Heidegger, le philosophe nazi ayant en effet théorisé cette réflexion, et masquant leur projet sous le nom de « *Tiqqun* », un terme volé purement et simplement à la philosophie juive du Moyen-Âge (la « Kabbale ») affirmant que Dieu a disparu et qu'il fallait le ramener en priant, ce qui lui fournirait une énergie suffisante pour se rétablir de ses « blessures ».

Les gens de *Tiqqun* reprennent ce schéma et remplacent la population juive dispersée par les « aventuriers » en quête de libération :

« *Dans le cours de cet exode, des solidarités inédites se constituent, amis et frères se rassemblent derrière les nouvelles lignes de front qui se dessinent, l'opposition formelle entre le Spectacle et le Parti Imaginaire devient concrète.*

Il se développe ainsi, parmi ceux qui prennent acte de leur marginalité essentielle, un puissant sentiment d'appartenance à la non-appartenance, une sorte de communauté de

l'exil. » (Tiqun - *Thèses sur le Parti Imaginaire*)

Ce culte du chaos ne se distingue en rien du culte de la destruction des fascistes, qui eux aussi affirment que la « civilisation » s'effondre, que seule une minorité aux « vraies valeurs » sert de poteau indicateur pour le monde nouveau.

Ce culte de la minorité « éclairée », aux vraies valeurs, est du pur fondamentalisme : la minorité n'agit pas politiquement, mais se contente d'affirmer des thèses qui servent à ce qu'un mouvement se lance pour « RÉGÉNÉRER » la société.

Produire du pessimisme et le culte de la virilité, telle est la politique culturelle fasciste pour la naissance d'un mouvement de masse « refondant », « régénérant » la société : pour les fascistes la « révolution sociale » est simplement « morale », « spirituelle ».

Le philosophe allemand Heidegger explique ainsi, dans sa prose mystique et illisible, que :

« En tant que méridien la ligne zéro possède sa zone. Le domaine du nihilisme accompli trace la frontière entre deux âges du monde. » (Heidegger, « *Questions I* »)

Deux âges du même monde : le passage du capitalisme libéral au capitalisme fasciste, de l'humanisme libéral à l'irrationalisme fasciste.

Voilà pourquoi la culture fasciste met en avant des auteurs mystiques, aux textes philosophiques ou littéraires ayant un contenu ésotérique, rempli de « symboles » (Guénon, Evola, Gracq, Jünger...), mais un ésotérisme jamais gratuit et toujours au service de l'activité « spirituelle » de régénérer le monde, pour « refonder » un « Empire » perdu (le plus souvent « indo-européen » donc héroïque ayant existé dans le « passé ») : c'est ce que l'extrême-droite appelle la « Tradition ».

Julius Evola explique ainsi, dans son trip mystique élitiste :

« À côté des grands courants de ce monde, il existe encore des hommes ancrés dans les « terres immobiles ». Ce sont généralement des inconnus qui se tiennent à l'écart de tous les carrefours de la notoriété et de la culture moderne.

Ils gardent les lignes de crêtes et n'appartiennent pas à ce monde. Bien que dispersés sur la terre, s'ignorant souvent les uns les autres, ils sont invisiblement unis et forment une « chaîne » incassable dans l'esprit traditionnel. Ce noyau n'agit pas : sa fonction correspond au symbolisme du « feu éternel ».

Grâce à ces hommes, la Tradition est présente malgré tout, la flamme brûle secrètement, quelque chose rattache encore le monde au supramonde. Ce sont les « veilleurs ». »

Ces « veilleurs » et leur pacotille, les masses les anéantiront dans la guerre populaire qui purifiera la société des fascistes et de leur culture de mort.

Rejoins le camp de la classe ouvrière, rejoins le Parti Communiste Marxiste-Léniniste-Maoïste !

Pour le PCMLM, mars 2007.

La fin de l'âge d'or impérialiste. La fin des secteurs protégés dans le cadre de l'approfondissement de la crise générale du capitalisme (fonction publique, culture, université)

Aujourd'hui la crise du capitalisme est tellement grande que justement plus personne n'ose en parler, le sujet étant devenu trop dangereux à assumer.

On « constate » que le niveau de vie chute, qu'il n'y a plus comme avant la possibilité de trouver facilement un travail comme dans les années 1960, de trouver un logement, de profiter largement de la sécurité sociale, d'une retraite.

Mais même l'extrême-gauche économiste, qui se gargarisait dans les années 1970 de phrases toutes faites sur l'effondrement général de l'impérialisme, n'ose plus le faire.

L'expression « crise générale du capitalisme » a totalement disparu, les termes de « luttes de classes » ont été remplacé par ceux de « mouvement social », celui de « capitalisme » par « néo-libéralisme », tout comme le concept de « dictature du prolétariat » a été abandonné et celui de « précarité » utilisé pour expliquer tout et rien et surtout justifier n'importe quelle politique d'« urgence sociale ».

Toute cette évolution est due à la nature de classe de l'extrême-gauche, qui représente les intérêts des classes moyennes et de la petite-bourgeoisie, qui vivent dans la hantise de la crise générale du capitalisme et de leur inévitable prolétarianisation qui en découle.

Ces couches « intermédiaires » ont ainsi tout un discours sur les « réformes » à mener, réformes qui vont du « non » à la constitution européenne jusqu'au refus du CPE et qui passent nécessairement par la négation du caractère prolétarien de la rébellion de novembre 2005.

Tout cela trouve sa source dans la nature de l'impérialisme, car l'impérialisme c'est la polarisation toujours plus grande entre une bourgeoisie impérialiste et un prolétariat toujours plus grand, les couches « intermédiaires » se prolétarianisant chaque jour davantage.

Il suffit de lire l'« Appel unitaire pour la manifestation du 16 novembre 2005 à Paris » pour le constater.

Ce document intitulé « *Non au régime d'exception, pour une urgence sociale* » parle de « *crise sociale* » et appelle au « *rétablissement de la paix civile et du dialogue démocratique* », à « *rétablir le calme* », avec « *l'établissement d'une véritable loi de programmation* », « *une solidarité nationale authentique doit être au rendez-vous pour la reconstruction du tissu social dans les banlieues.* »

Et qui l'a signé ? Entre autres : le PCF, la CGT, l'UNEF, la Fédération Anarchiste, les Verts, la LCR, Act-Up Paris, ATTAC-France, la CGT, Droits Devant, le DAL, la coordination des collectifs AC !, le MRAP, l'Union des syndicats parisiens de la CNT....

Trotskyiste, anarchiste ou « PCF », la logique est la même : c'est le refus de l'affrontement prolétarien et le refus d'assumer la prolétarianisation toujours plus grande, inévitable dans le cadre du capitalisme.

C'est le refus d'assumer une lutte contre le capitalisme qui aille jusqu'au bout, c'est-à-dire

jusqu'au socialisme ; c'est un refus qui trouve sa source dans la nature sociale de ces couches intermédiaires.

À notre époque la petite-bourgeoisie doit tout faire pour masquer et nier la nature de la crise capitaliste ; elle refuse à tout prix sa prolétarianisation, elle s'allie objectivement à la bourgeoisie dans la lutte idéologique pour nier le caractère GÉNÉRAL de la crise capitaliste.

Voilà pourquoi elle est prête à négocier dès qu'elle le peut, voilà pourquoi sa lutte vise TOUJOURS la négociation, comme le mouvement anti-CPE le montre parfaitement.

Quoi de plus ridicule que ce comité de grève de la faculté de Tolbiac allant au siège de la CGT pour exiger que celle-ci annonce une grève générale ?

La responsable de la CGT qui les a reçus leur a même rappelé que la CGT n'avait pas appelé à la grève générale en 1968 et en 1995 !

Leur a-t-elle également rappelé que les responsables des services d'ordre syndicaux ont eu une réunion avec Sarkozy concernant les manifestations anti-CPE ?

Et que dire de ces étudiants de la faculté de Rennes 2, qui donnent une « conférence de presse » avec des cagoules sur la tête et des armes factices, pour assurer qu'ils « *ne désarmeraient pas* » ?

Triste ironie en plus que cela soit à Rennes / Roazhon, ville bretonne qui devrait avoir le respect de la lutte corse.

Mais le ridicule ne tue pas et la répression non plus. Pas encore.

L'impérialisme profite encore suffisamment de l'exploitation des pays d'Afrique, d'Asie et Amérique latine et la prolétarianisation généralisée n'a pas encore été comprise pour ce qu'elle est réellement. Pour l'instant, là aussi.

Mais il est inévitable que l'accélération de la prolétarianisation, la remise à niveau des consciences - qui mettent du temps à percevoir les changements et qui ont besoin de la théorie communiste -, vont permettre aux dizaines d'années à venir d'être celles de la révolution.

Car la crise générale du capitalisme, ce n'est pas qu'une crise économique, c'est aussi une crise politique, idéologique, culturelle, une crise qui transforme toute la société.

Une crise qui a sa racine dans le mode de production capitaliste, caractérisé par la chute tendancielle du taux de profit.

Pour les communistes, le capitalisme c'est la surproduction de marchandises, c'est-à-dire une production supérieure à la consommation, c'est la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation.

Les capitalistes tentent évidemment de résoudre cette crise, en réduisant le nombre d'heures travaillées ainsi que le salaire (voilà à quoi ont servi les 35 heures, prétendue avancée sociale), pendant que les réformistes veulent aider à la consommation en faisant intervenir l'État (qui achète directement aux capitalistes ou bien distribue de l'argent pour que cela soit fait par certains secteurs des masses).

Mais tous ces efforts sont illusoire. Une preuve de cela est que même s'ils augmentent leurs profits par l'augmentation des prix, particulièrement grâce aux monopoles, les capitalistes n'arrivent plus à augmenter la production et l'offre.

Bien sûr, il y a encore des camarades se faisant des illusions et pour penser que le capitalisme peut s'en sortir grâce à la vente de produits nouveaux, de téléphones portables et d'iPods.

Mais c'est là confondre une branche de l'industrie capitaliste avec l'ensemble des branches : Lénine a déjà constaté ce développement inégal dans le cadre de l'impérialisme,

cadre où « *dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant.* » (Lénine, « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »)

De plus, ces produits sont consommés en remplacement d'autres : le niveau de vie des masses chute, c'est un fait largement établi et constaté quotidiennement.

Tout cela amène une surproduction de capital : les capitalistes investissent non plus dans la production industrielle mais dans la sphère financière, il s'ensuit un gonflement de capital, une crise financière.

C'est ce que Marx a appelé la surproduction de capital.

« *Traduit en clair, cela veut dire que le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production marchande, bien que continuant de "régner" et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéficiaires va aux "génies" des machinations financières.*

« *À la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité, qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation, profite... aux spéculateurs.* »

(Lénine, « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »)

« *Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays.* »

(Lénine « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »)

Et Lénine d'ajouter tout de suite après : « *"Sur cette base", la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour en arrière, vers la concurrence "libre", "pacifique", "honnête".* »

Voilà pourquoi la critique petite-bourgeoise du néo-libéralisme n'est en réalité que l'expression de la lutte des couches sociales intermédiaires avec les monopoles, monopoles qui ont décidé de mettre fin aux secteurs protégés de la crise générale du capitalisme : les fonctionnaires, les intermittents du spectacle, les étudiants...

En effet dans la crise générale du capitalisme, il est évident que la bourgeoisie impérialiste va commencer à prolétarianiser et exploiter autant qu'elle peut des couches sociales jusque-là épargnées.

Ce phénomène n'est pas nouveau historiquement ; le capitalisme français l'a déjà vécu, dans un processus menant à la première puis la seconde guerre impérialiste.

Lorsque le capitalisme français est en effet passé au stade impérialiste, il y eut de profonds déséquilibres ; la concentration de l'industrie était en retard sur celle de secteur bancaire.

À la veille de la première guerre mondiale impérialiste, il y avait encore 2 millions d'individus appartenant à la couche des rentiers (5 millions en comptant leurs familles), soit un huitième de la population du pays.

Ce capitalisme usuraire avait longtemps maintenu, au cours du 19ème siècle, l'existence de la petite production dans les campagnes et cela sur une grande échelle.

Lénine constatait ainsi dans « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* », qu'« *à la différence de l'impérialisme anglais, colonialiste, l'impérialisme français peut être qualifié d'usuraire* ».

Aujourd'hui encore, l'impérialisme français n'a pas perdu sa nature parasitaire.

En 2003, presque 300.000 foyers payaient l'impôt sur les grandes fortunes (ISF), soit 70 % de plus qu'en 1995.

Dans ce vaste mouvement du capitalisme financier, le prix des logements a augmenté de 80 % entre 1995 et 2003. Ce développement impérialiste a poussé 3,8 millions de personnes à déménager entre 1999 et 2004.

Des groupes monopolistes comme Pernod, Suez, France Télécom, EDF, Saint-Gobain, etc. ne cessent d'accroître leur emprise sur l'économie ; le capitalisme français représente 20 % du chiffre des fusions-acquisitions en Europe (qui a augmenté de 33 % en 2005, l'augmentation mondiale étant de 35 % !).

Entre le 1er janvier et le 3 avril 2006, les plus fortes hausses boursières de sociétés françaises étaient énormes en soi : +55.37 % pour Arcelor, +48.10 % pour EDF, +31.23 % pour Capgemini, +29.03 % pour Renault, +28.94 % pour Alcatel, +26.25 % pour Lafarge, +23.80 % pour Suez, +22.21 % pour Gaz de France, +21.57 % pour le Crédit Agricole, +20.45 % pour Veolia....

La concentration est telle qu'à la bourse française (qui rassemble 40 sociétés, d'où le nom de CAC 40), 9 représentent la moitié de l'ensemble de la capitalisation boursière : Total, Sanofi-Aventis, EDF, BNP Paribas, Axa, Société Générale, L'Oréal, France Télécom et le Crédit Agricole.

Dans ce cadre général, le patrimoine contrôlé par les entreprises - principalement les machines et les équipements - ne cesse lui aussi d'augmenter, bien plus vite que l'économie : 73 % d'augmentation entre 1995 et 2003, alors que le PIB ne progressait officiellement que de 33 %.

Tout cela correspond à l'évolution prévue par l'analyse communiste.

« Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux. »

(Lénine « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »)

« Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion. »

(Lénine « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »)

Comme le capital ne veut pas seulement se reproduire, mais s'élargir, voilà comment sont justifiés les licenciements massifs dans des entreprises qui auraient été considérées comme « rentables » il y a 10 ans encore.

Cela explique les délocalisations massives, le développement approfondi dans des secteurs à haute plus-value et l'orientation toujours plus massive vers l'industrie militaire (comme le montre par exemple l'alliance Alcatel / Thalès alors qu'Alcatel vient de racheter Lucent).

Et comme le capital doit toujours trouver de nouveaux endroits pour se développer, les secteurs protégés jusqu'ici du « marché » forment des cibles de choix.

Pourquoi ces secteurs étaient-ils protégés ?

Parce que l'impérialisme pouvait se le permettre et que cela l'arrangeait.

Un facteur essentiel a été l'exploitation généralisée des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du sud.

Une exploitation facilitée par la collusion de l'impérialisme et du social-impérialisme russe dans le cadre de la « *coexistence pacifique* ».

Le révisionnisme moderne - « PCF » et CGT - a donc objectivement aidé à la modernisation des structures de l'impérialisme, comme par exemple les structures éducatives, le secteur bancaire et le secteur industriel avec les nationalisations de Mitterrand.

Le secteur culturel, vital pour l'hégémonie idéologique de l'impérialisme, a par exemple largement profité de cette protection de l'impérialisme.

La petite-bourgeoisie intellectuelle a hautement applaudi la fondation en 1977 des DRAC (direction régionale des affaires culturelles) qui ont une importance capitale pour l'impérialisme.

Grâce à cet important appareil administratif, les directives et les priorités définies par le ministère de la culture ont une influence prépondérante sur le « monde de l'art » : promotion d'artistes, subventions, résidences, commandes publiques ; mais également sur l'éducation artistique et le mécénat, sans parler du 1 %.

Ce « 1 % » est en effet très important : règle instaurée en 1951, elle précise que : « 1 % des sommes consacrées par l'État pour chaque construction d'établissement scolaire ou universitaire devra financer la réalisation d'une œuvre d'art contemporain intégrée au projet architectural. »

Le 1 % a par la suite été généralisé : dans les années 1970 - 1980 cette mesure est étendue aux constructions d'autres ministères : Affaires étrangères, Agriculture, Coopération, Culture, Défense, Économie et Finances, Environnement, Industrie, Intérieur, Jeunesse et sports, Justice, Postes et télécommunications, Transports, Travail.

Par la suite le 1 % s'appliquera aux collectivités locales, à tout bâtiment partiellement ou totalement réalisé par une des tutelles citées et ayant pour vocation d'accueillir le public. L'« art contemporain » n'aurait jamais pu s'imposer sans la politique de l'État, sans la « décentralisation culturelle » effectuée par les socialistes après 1981 et permettant l'émergence de la gauche caviar habituée aux petits fours des inaugurations.

De la même manière, les « radios libres » ont elles aussi été un secteur protégé et subventionné par l'État ; aujourd'hui les subventions vont être moindres et conditionnées selon le « projet éditorial ».

Quelle ironie de voir ces associations prétendument indépendantes voire « révolutionnaires » comme Radio Libertaire s'en plaindre et demander plus d'argent au ministère de la Culture !

De la même manière, l'impérialisme avait besoin de moderniser ses structures éducatives afin de permettre un élargissement de la base étudiante, chose largement permise par les restructurations universitaires après 1968, mais qui était un phénomène déjà commencé (280.000 en 1962-1963, 500.000 en 1967-68, plus de 2 millions aujourd'hui).

L'augmentation du nombre d'étudiants n'a ainsi pas été une « démocratisation » mais un simple moyen d'élever la productivité des travailleurs, d'où la prolétarianisation des étudiants en contre-coup, après une phase où l'élévation de la capacité intellectuelle a amené une vague de hausses de salaires.

Il suffit de prendre l'exemple des informaticiens, où après une période de faste le retour à la normale est arrivé pour un grand nombre d'entre eux.

L'impérialisme avait également besoin de moderniser le secteur des télécommunications, des infrastructures routières. Tout cela il l'a fait, avec grand succès, permettant à la France de continuer à être une grande puissance impérialiste.

Mais aujourd'hui la priorité de l'impérialisme est ailleurs.

Il ne peut plus se permettre de protéger des secteurs entiers et va jusqu'à confier aux monopoles la gestion de pans entiers de ce qui lui a jusqu'ici été toujours réservé : ce sont désormais des agents du privé qui nettoient les bases militaires et sont aux postes de contrôle des entrées.

Certains ont pensé que le capitalisme profiterait de l'effondrement du social-impérialisme russe qui a permis l'accès au marché des néo-colonies de celui-ci.

Qu'on allait repartir pour un cycle de croissance, comme lors des « trente glorieuses » (les années 1950 - 1960 - 1970).

Mais cette illusion n'aura pas duré. La pénétration de l'impérialisme US et ouest-européen dans les pays de l'Est, aux dépens du capitalisme russe, n'a fait que permettre l'expansion sans limites des contradictions inter-impérialistes dans le camp des vainqueurs.

Un événement annonciateur des guerres de demain a ainsi été la reconnaissance de la Croatie par l'Allemagne, qui a marqué le début de la guerre en ex-Yougoslavie à l'opposé de la volonté de l'impérialisme US qui voulait la stabilité dans cette zone jusqu'ici contrôlée.

C'est le début de la période marquée par l'accroissement de l'affrontement entre l'impérialisme US et l'Europe guidée par le moteur franco-allemand et soutenue par la Russie, jusqu'à l'intervention US en Irak, à laquelle la France et l'Allemagne se sont évidemment opposées, ainsi que la Russie.

Cette concurrence se joue sur l'arène mondiale.

La rivalité inter-impérialiste produit des conflits armés entre factions vendues aux rivaux, comme en Afghanistan, en Algérie, en Côte d'Ivoire, sans parler des bourgeoisies nationales qui se vendent aux impérialistes par peur de leur propre prolétariat, comme l'Iran et le Brésil, Cuba, le Venezuela ou la Corée du Nord, tous alliés objectifs de l'impérialisme franco-allemand.

Il ne faut pas oublier non plus les guérillas soi-disant révolutionnaires, comme les FARC ou l'ELN en Colombie, l'EZLN au Mexique, le FPLP en Palestine, le PKK / Kongra-Gel au Kurdistan de Turquie, etc., qui entretiennent des contacts réguliers et plus ou moins ouverts avec l'impérialisme, comme par exemple l'ELN de Colombie avec l'Église allemande et les Verts, les FARC et le FPLP avec l'État français lui-même, etc.

Les instances pseudo-démocratiques jouent ici un rôle essentiel pour l'impérialisme, comme par exemple « *France-Libertés* » de « Madame Mitterrand ».

Le rôle de quelqu'un comme Danielle Mitterrand a en effet une fonction vitale pour l'impérialisme européen dans ce processus, car il permet de lancer les processus d'intégration des « rebelles », par des débuts de discussion sur une base réformiste et des contacts permanents.

L'extrême-gauche française fondamentalement sociale-impérialiste salue d'ailleurs systématiquement Danielle Mitterrand, rien que tout récemment par exemple en raison d'une interview à la revue « *Rebellion* », où elle lave la France de tous les crimes avec des phrases pseudo-radicales comme « *La démocratie n'existe ni aux USA, ni en France* » qui sont surtout associées à une négation des crimes français : « *Durant la célébration du Bicentenaire de la Déclaration des Droits de l'Homme - juillet 1989 - j'ai pu voir jusqu'à quel point nous étions soumis aux États-Unis* » ; « *J'ai dit à François : "Tu ne peux pas laisser tomber Cuba. Cette Révolution a beaucoup fait pour le peuple. La France ne peut être soumise aux États-Unis." Il me disait que la France toute seule ne pouvait pas, et qu'en Europe personne ne la suivrait.* »

Sans parler naturellement de l'inévitable soutien aux bourgeoisies nationales anti-

américaines qui tombent dans les bras de l'impérialisme européen : « *Il existe une espèce de rage de la grande majorité de la presse mondiale contre Cuba et le Venezuela. Et c'est parce que ces gouvernements veulent être indépendants, souverains, dignes. Cela dérange. N'oubliez pas que les médias sont dirigés par de puissants capitalistes.* »

En ce sens et à l'opposé de l'extrême-gauche française sociale-impérialiste et des « associations » soi-disant progressistes mais en fait liées à l'impérialisme, les soulèvements paysans et les grèves ouvrières en Chine, ainsi que les guerres populaires et guérillas en Inde, au Népal, au Bhoutan, au Bangladesh et au Pakistan, forment le cœur du mouvement révolutionnaire, dans une zone où l'impérialisme n'arrive pas à imposer une stabilité complète.

Cette instabilité est également forte au Moyen et Proche-Orient, où, malgré la réaction arabe, l'impérialisme US et le camp géré par le bloc franco-allemand n'arrivent pas à bloquer les mouvements populaires.

Voilà pourquoi l'impérialisme en général aide le nationalisme hindou en Inde et le nationalisme musulman au Pakistan, le bouddhisme tibétain et le christianisme dans toute l'Amérique latine : afin de saboter la progression de l'idéologie communiste dans les masses populaires et afin de pousser aux affrontements inter-communautaires.

La progression de la religion islamique est dans ce cadre un outil important de la domination impérialiste : l'Islam ne peut pas unifier les masses dans leur lutte contre la réaction.

Et voilà pourquoi les revendications de la petite-bourgeoisie ne correspondent pas aux exigences de l'époque, exigences qui doivent être posées par la classe ouvrière qui est la classe la plus révolutionnaire de notre époque.

L'idéologie de la petite-bourgeoisie, c'est la négation de l'inévitabilité de la crise impérialiste, et pour cette raison elle est l'alliée idéologique de la bourgeoisie impérialiste, comme l'a constaté Lénine :

« Le mouvement prolétarien révolutionnaire en général, et le mouvement communiste en particulier, qui grandissent dans le monde entier, ne peuvent se dispenser d'analyser et de dénoncer les erreurs théoriques du "kautskisme".

Et cela d'autant plus que le pacifisme et le "démocratisme" - en général - qui ne prétendent pas le moins du monde au marxisme, mais qui, tout comme Kautsky et Cie, estompent la profondeur des contradictions de l'impérialisme et le caractère inévitable de la crise révolutionnaire qu'il engendre, sont encore extrêmement répandus dans le monde entier.

Et la lutte contre ces courants est une nécessité pour le parti du prolétariat, qui doit arracher à la bourgeoisie les petits patrons qu'elle a dupés, de même que des millions de travailleurs placés dans des conditions de vie plus ou moins petites-bourgeoises. [...]

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie.

Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme.

Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards".

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la

portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir.

L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. »

(Lénine, Préface aux éditions française et allemande de « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »)

L'économie capitaliste française est en crise et ne peut surmonter cette crise qu'en allant vers la guerre impérialiste, ce que montrent les contradictions toujours plus grandes avec l'impérialisme nord-américain et l'augmentation des interventions militaires, la militarisation de la répression sociale et l'intervention croissante de l'État pour aider les monopoles.

« Les traits principaux et les exigences de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel pourraient être formulés à peu près ainsi : assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisées pour assurer les profits les plus élevés. »

(Staline, « *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* »)

Toute l'évolution actuelle confirme les analyses communistes et dans cette crise générale, la classe ouvrière de France doit guider le processus révolutionnaire et s'allier aux mouvements de libération nationale corse, breton et basque, dans un processus de guerre populaire prolongée ; la lutte se dirige principalement contre la bourgeoisie impérialiste où l'on constate que « *L'"union personnelle" des banques et de l'industrie est complétée par l'"union personnelle" des unes et des autres avec le gouvernement.* » (Lénine, « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »)

Il est inévitable que dans cette crise, la petite-bourgeoisie préfère se soumettre finalement à la bourgeoisie impérialiste plutôt qu'au prolétariat.

Voilà pourquoi les étudiants anti-CPE ont choisi les syndicats plutôt que la jeunesse populaire, voilà pourquoi le mouvement de libération nationale basque, qui n'est pas guidé par la classe ouvrière basque, a sombré dans le compromis avec l'impérialisme français et l'oligarchie de l'État espagnol.

Pour résister à la pression de l'impérialisme, il faut se fonder sur la lutte de classe des masses populaires, leur cœur étant la classe ouvrière, il faut mettre au commandement l'idéologie prolétarienne : le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement le maoïsme, car la révolution est la tendance historique et politique principale.

Sans une politique révolutionnaire authentique, on ne peut pas lutter correctement dans le cadre de la crise générale du capitalisme.

Pour le PCMLM, avril 2006.

Au sujet de la crise financière en cours et de la crise inéluctable du capitalisme

Aujourd'hui la crise capitaliste est un thème qui revient sur le devant de la scène et même les journaux bourgeois spécialisés dans l'économie ne peuvent plus nier ce qui est une réalité : nous sommes au bord du krach.

Le capital cherche coûte que coûte à se reproduire, à s'agrandir, bataillant ferme pour des profits toujours plus grands. Une conséquence de cette âpre concurrence a été dans les pays industrialisés la multiplication du prix des maisons par entre 2,5 et 3,5 en quelques années.

Les capitalistes ont alors prêté à crédit à des taux usuraires de plus en plus grands afin d'engranger des profits monstres : ces sont les fameuses « subprimes » dont parlent les médias.

Et l'inéluctable s'est produit : des emprunteurs ne peuvent plus rembourser leurs crédits, en l'occurrence immobiliers, aux USA... 1 268 525 défauts de paiement ont été constatés et d'un coup, de grandes banques ruinées, de puissants investisseurs torpillés.

La crise s'accélère parce qu'interviennent alors d'autres investisseurs qui rachètent les crédits, espérant des jours meilleurs et misant sur un remboursement faramineux... et parce que la crise financière provoque une crise du marché de l'immobilier : la banque qui a prêté une somme récupère une maison par le principe de l'hypothèque, mais une maison dont la valeur s'est effondrée et ne représentant qu'une petite part de l'argent prêté...

C'est un véritable Monopoly grandeur nature qui se joue, aux dépens de tous ceux qui ont voulu acheter leur maison et vont se retrouver à la rue, et dont les médias ne parlent naturellement pas.

Selon le président de la Commission bancaire du Sénat des États-Unis, Christopher Dodd, entre 1 à 3 millions d'Américains risquent de perdre leur logement suite à cette crise.

Et la banque de ce Monopoly, c'est l'État bourgeois, ce sont les banques centrales : la FED aux USA et la Banque Centrale Européenne (BCE).

Les banques manquant subitement d'argent, en raison des retraits massifs et de l'impossibilité des emprunteurs à rembourser, la banque du Monopoly intervient pour empêcher leur faillite et leur prête massivement de l'argent pour qu'elles aient du cash (52,5 milliards de dollars pour la FED, 203 milliards d'euros pour la BCE), pour leurs clients mais également... pour continuer à prêter de l'argent !

Cela permet d'éviter que tout le système s'effondre : en fait, au Monopoly capitaliste les grandes banques ont le droit d'être renflouées par la banque !

Et cet argent prêté ne représente rien, au sens strict il est virtuel, il n'existe pas, il a simplement été... imprimé, et comme il y a plus d'euros, la valeur représentée par ces euros baisse en proportion ; cela signifie en pratique que les travailleurs paient ces prêts, parce que leur travail est payé le même prix pour des euros qui valent moins : c'est le principe de l'inflation.

Pour résumer, dans le système capitaliste, les risques sont publics, mais les bénéfiques, eux, sont privés. Les capitalistes gagnent toujours car, même si avec l'inflation l'argent vaut moins, proportionnellement ils en ont bien plus et peuvent le gérer de la meilleure manière qui soit, tandis que les travailleurs vivant au lance-pierre courent toujours derrière le moindre billet, billet valant de moins en moins...

Il est intéressant qu'en France l'extrême-gauche ait passé sous silence cette énorme crise, suivant en cela les propos rassurants et contradictoires des dominants, qui expliquent qu'il y a un risque de krach mais que tout va bien.

C'est que l'extrême-gauche française est petite-bourgeoise, et que les achats d'appartement sont en vogue... Mais la petite-bourgeoisie se voile la face en s'imaginant que

ce qui s'est passé aux USA ne se reproduira pas ici !

Et pour se voiler la face, elle utilise tous les arguments de l'idéalisme : la critique morale du capitalisme a toujours primé en France sur la critique scientifique.

Le large mouvement populaire de mai 1968 a en effet mis entre parenthèses les questions essentielles de l'analyse de la situation ; paradoxalement c'est le P"CF qui en a profité en se posant comme la seule organisation de gauche à être capable d'analyser le capitalisme de fond en comble.

Voilà pourquoi les pseudos-révolutionnaires des années 1970 - 2000 n'ont jamais établi une analyse du capitalisme, se contenant de vivre au jour le jour et de mettre en avant telle ou telle revendication, cautionnant les pratiques petites-bourgeoises (dont les achats de maisons, pavillons et appartements font partie).

De fait, ce qui distingue les maoïstes des autres courants politiques de l'extrême-gauche, c'est que les maoïstes persistent et défendent la conception marxiste de la crise inéluctable du capitalisme, en raison de la baisse tendancielle du taux de profit.

La « baisse tendancielle du taux de profit » est un concept simple, et pourtant en raison du colossal tas d'ordures rassemblé par les réformistes, les révisionnistes et les trotskystes, on s'imagine bien souvent qu'il s'agit de choses complexes, incompréhensibles sans une longue formation d'économiste, etc.

La thèse de Karl Marx est simple : les capitalistes exploitent les travailleurs, mais ne le reconnaissent pas. Pour les capitalistes, les bénéfices tombent pour ainsi dire du ciel, alors qu'en réalité, ils proviennent du travail exploité, du travail non rémunéré.

Bien entendu, les capitalistes ne disent pas qu'ils ne paient pas certaines heures : ils font semblant de payer pour l'ensemble des heures travaillées. Ainsi, les travailleurs ne « voient » pas directement dans quelle mesure ils sont exploités, ils ne peuvent pas facilement évaluer le « sur-travail » qu'ils fournissent gratuitement aux capitalistes ; ils ne peuvent véritablement saisir tout cela qu'en analysant l'ensemble du processus de production.

Lénine a expliqué cette réalité en disant que le prolétariat était spontanément syndicaliste, qu'il y avait pour cette raison besoin d'une organisation révolutionnaire analysant et expliquant parfaitement ce processus d'exploitation vécu par les prolétaires.

C'est le principe de l'avant-garde révolutionnaire, principe nié par les tenants de la déviation « économiste », qui considèrent qu'un ouvrier a nécessairement raison, même si son point de vue n'est pas scientifique et conforme aux principes du matérialisme historique et dialectique.

Karl Marx explique donc que les capitalistes font une plus-value en faisant travailler les prolétaires, ne les payant que pour une partie de leur travail.

Cette thèse est largement partagée à l'extrême-gauche ; elle est la plupart du temps comprise comme le point de départ des revendications révolutionnaires d'abolition du capitalisme, sauf du côté anarchiste, puisque pour les anarchistes c'est l'oppression, et non l'exploitation, qui est au centre des questions sociales.

Mais limiter la question de l'exploitation à celle de la plus-value est totalement incohérent, et Karl Marx ne l'a pas fait. En effet, le capitalisme étant ce qu'il est, il existe une hausse de la productivité.

Cette hausse de la productivité puise sa source dans différents phénomènes : le progrès technique, une meilleure organisation du travail, un accès plus aisé aux matières premières, une baisse des salaires, etc.

Cette hausse de productivité permet de produire mieux et plus sans que rien ne change ; elle permet donc d'encore plus exploiter les travailleurs dans la mesure où leur salaire ne suit pas la hausse de productivité.

Si le capitaliste produit plus, le travailleur ne gagne pas davantage pour autant ; sa part de travail qui n'est pas rémunéré mais arrive directement dans la poche du capitaliste est donc d'autant plus grande.

Si l'on en restait là, la question de la productivité ne changerait au fond pas grand'chose à

la réalité du capitalisme. Mais toute chose ayant deux aspects, la hausse de la productivité a une conséquence essentielle.

En effet, la hausse de la productivité permet de produire tellement plus que de plus en plus, on peut se passer des travailleurs pour produire autant qu'on le faisait avec eux auparavant. « *Le développement de la force productive du travail, dans la production capitaliste, a pour but de diminuer la partie de la journée où l'ouvrier doit travailler pour lui-même, afin de prolonger ainsi l'autre partie de la journée où il peut travailler gratis pour le capitaliste.* » (Karl Marx, *Le Capital*)

Ainsi, avec la hausse de la productivité, les machines remplacent les travailleurs, les jetant à la rue, tandis que ceux qui restent sont davantage exploités, puisqu'ils produisent encore plus, mais pour le même salaire.

Ainsi, la hausse de la productivité aboutit d'un côté à agrandir la plus-value du capitaliste, puisque les travailleurs travaillent plus sans être augmentés, mais de l'autre côté elle réduit la plus-value, parce qu'elle supprime une partie des travailleurs en les licenciant.

Évidemment, les capitalistes ne considèrent officiellement pas qu'ils exploitent les travailleurs, voilà pourquoi ils ne comprennent pas pourquoi la plus-value augmente ou régresse avec la hausse de productivité.

Ils ne comprennent pas que « *L'accroissement du capital est par conséquent l'accroissement du prolétariat, c'est-à-dire de la classe ouvrière.* » (*Travail salarié et capital*) ; « *La reproduction du capital renferme celle de son grand instrument de mise en valeur, la force de travail. Accumulation du capital est donc en même temps accroissement du prolétariat.* » (*Le Capital*, Livre I, XXV)

C'est-à-dire que les capitalistes, en licenciant, se privent de la source de leur richesse, consistant en la plus-value, en le travail non rémunéré des prolétaires.

D'un côté ils veulent exploiter davantage les travailleurs, mais de l'autre côté la hausse de productivité amène l'élimination de ceux-ci.

Le chômage est une conséquence de cette contradiction. En effet, les capitalistes cherchent à baisser les salaires, et pour cela ils doivent disposer d'une « *armée de réserve* » : la concurrence entre travailleurs permet l'abaissement maximum des salaires.

Et paradoxalement, plus les travailleurs travaillent, plus ils contribuent à la machinerie qui amène l'augmentation de la productivité, et donc leur propre liquidation au profit des machines.

« *Cette marche singulière de l'industrie, que nous ne rencontrons à aucune époque antérieure de l'humanité, était également impossible dans la période d'enfance de la production capitaliste. Alors, le progrès technique était lent et se généralisant plus lentement encore, les changements dans la composition du capital social se firent à peine sentir. [...] C'est seulement sous le régime de la grande industrie que la production d'un superflu de population devient un ressort régulier de la production des richesses.* » (*Le Capital*, Livre I, XXV)

On pourrait penser également que les capitalistes pourraient cesser ou freiner la hausse de la productivité, ce qui arrive parfois avec les ententes au plus haut niveau entre producteurs, mais cela est rare et ne consiste qu'en l'exception qui confirme la règle, car le capitalisme signifie la concurrence ; les capitalistes doivent toujours être à la pointe de la productivité pour pouvoir trouver des débouchés pour leurs propres produits, sans quoi ils sont tout simplement éliminés sur le marché.

De fait, le taux de profit, qui est calculé en étudiant la proportion de plus-value arrachée aux travailleurs, ne peut que baisser : Karl Marx appelle cela la baisse tendancielle du taux de profit.

Cette baisse est « tendancielle » car il s'agit d'une tendance générale, historique, avançant plus ou moins rapidement en fonction des situations.

Elle aboutit à deux phénomènes. Tout d'abord une surproduction de marchandises, car plus les travailleurs sont exploités, mis au chômage, plus le marché se rétrécit.

Ensuite, une surproduction de capital : les taux de profit devenant insuffisants, les capitaux vont chercher ailleurs que dans l'industrie locale des moyens de s'agrandir : c'est la naissance de l'impérialisme en tant que stade suprême du capitalisme.

Non seulement la concurrence industrielle amène la formation de monopoles, mais la finance acquiert une position centrale puisque les taux de profit sont plus élevés que dans l'industrie.

C'est à ce moment-là que les banques prennent une importance centrale dans le processus ; Lénine explique que « *Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays. Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste.* » (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme)

Pourquoi cela ? Parce que « *Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux.* » (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme)

La crise possède deux aspects : d'un côté il y a une paupérisation générale, qui produit des luttes de classes de la part des masses populaires qui luttent pour s'approprier ce qui n'appartient plus qu'à une minorité qui maintient sa chape de plomb sous le prétexte de la « propriété privée ».

De l'autre, le capital cherche à se placer dans toutes sortes de niches financières où le taux de profit est encore élevé, notamment dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Cela signifie la tendance à la guerre :

« *Les traits principaux et les exigences de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel pourraient être formulés à peu près ainsi : assurer le profit capitaliste maximum par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement de la majorité de la population d'un pays donné, par l'asservissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, notamment ceux des pays arriérés ; enfin, en déclenchant des guerres et en militarisant l'économie nationale en vue d'assurer les profits les plus élevés.* » (Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*)

Cela signifie également qu'il existe quatre contradictions fondamentales aujourd'hui dans le monde, et que selon le développement de la crise, telle ou telle contradiction se met au premier rang :

- 1) La contradiction entre capitalisme et socialisme
- 2) La contradiction entre bourgeoisie et prolétariat
- 3) La contradiction entre puissances impérialistes
- 4) La contradiction entre nations opprimées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et puissances impérialistes.

Il n'y a pas de capitalisme sans crise, sans impérialisme, sans guerre ; toute critique du capitalisme doit avoir cela comme contenu, sinon il ne s'agit que d'une pseudo-critique du capitalisme, d'une position petite-bourgeoise nullement en contradiction avec le capitalisme comme mode de production.

Pour le PCMLM, septembre 2007.

Apprendre de la politique antifasciste de l'Internationale Communiste !

« *La vie l'emportera.*

La bourgeoisie a beau se démener, s'exaspérer à en perdre la raison, dépasser toutes les bornes, commettre sottise sur sottise, se venger d'avance des bolcheviks et s'efforcer de massacrer une fois de plus comme aux Indes, en Hongrie, en Allemagne et ailleurs des centaines de milliers de bolcheviks jeunes et vieux.

Elle fait en agissant ainsi ce qu'ont toujours fait les classes condamnées par l'histoire. Les communistes doivent savoir que l'avenir leur appartient, quoi qu'il arrive.

C'est pourquoi nous pouvons et nous devons unir dans la grande lutte révolutionnaire l'ardeur la plus passionnée au sang-froid le plus grand et à l'estimation la plus froide des agitations forcenées de la bourgeoisie. » (Lénine)

Pour vaincre le fascisme, il faut apprendre de ceux et celles qui ont lutté contre lui. Cela signifie apprendre de l'Internationale Communiste, parce que l'histoire de celle-ci correspond très exactement à la lutte contre le fascisme.

Initialement, l'Internationale Communiste devait rassembler les Partis Communistes de tous les pays, être une sorte de direction centrale ; très vite néanmoins chaque Parti Communiste a lutté plus ou moins indépendamment mais en s'appuyant fermement sur les thèses de l'Internationale Communiste.

Et ces thèses ont dès le départ consisté en une analyse la plus précise possible du fascisme, dans le cadre de la crise capitaliste, l'Internationale Communiste analysant parfaitement la situation et annonçant clairement la crise de 1929 due à la surproduction de marchandises et de capital.

Cela ne signifie pas que dès le départ, le phénomène fasciste a été parfaitement compris.

Il y a au contraire toute une évolution, une progression de la connaissance, d'autant plus que le fascisme a pris de nombreuses formes, allant d'une nature agraire et cléricale (l'austro-fascisme de Dollfuss en Autriche ou de Pilsudski en Pologne) à une forme industrielle ultra-moderne et agressive (le fascisme italien, le nazisme allemand).

À ces différences s'ajoutent de plus les différences entre le fascisme en tant que fruit de la terreur blanche contre la révolution (Hongrie et Finlande en 1918) et celui qui est directement offensif et n'attend justement pas le développement plus profond du mouvement révolutionnaire (Italie en 1922, Allemagne en 1933).

Le fascisme s'est développé différemment selon les pays, ses formes ont été nombreuses et cela a conduit à de nombreuses erreurs.

En 1935, Dimitrov constatait ainsi dans son rapport au 8ème congrès de l'Internationale Communiste :

« *Dans cet ordre d'idées, nous ne pouvons passer sous silence une série de fautes commises par les partis communistes, fautes qui ont freiné notre lutte contre le fascisme.*

Il y avait dans nos rangs une sous-estimation inadmissible du danger fasciste, sous-estimation qui, jusqu'à présent, n'est pas liquidée partout.

Il y avait autrefois dans nos partis des points de vue du genre de "l'Allemagne n'est pas l'Italie" ; autrement dit : le fascisme a pu vaincre en Italie, mais sa victoire est impossible en Allemagne, ce pays étant hautement développé sous le rapport de l'industrie, hautement

cultivé, riche des traditions de quarante années de mouvement ouvrier, où le fascisme est impossible.

Il y avait aussi les points de vue, qu'on soutient encore aujourd'hui, du genre suivant : dans les pays de démocratie bourgeoise "classique", il n'y a pas de terrain pour le fascisme.

Ces points de vue ont pu et peuvent contribuer à diminuer la vigilance à l'égard du danger fasciste et entraver la mobilisation du prolétariat dans la lutte contre le fascisme. »

Ainsi, en 1922 - 1923, le fascisme était encore considéré comme propre aux pays où le poids de l'agriculture était encore important. Même le fascisme italien était uniquement vu selon cet angle.

On considérait que le fascisme était une simple « réaction », une peur des dominants face à la révolution d'Octobre.

C'est Clara Zetkine qui va développer les thèses qui vont écraser ces positions erronées. Elle dit :

« Le prolétariat a affaire avec le fascisme à un ennemi extrêmement dangereux et redoutable. Le fascisme est actuellement l'expression la plus forte, la plus concentrée, l'expression classique de l'offensive générale de la bourgeoisie mondiale. [...]

On a naguère considéré de façon presque unanime que le fascisme n'était rien d'autre que la terreur brutale exercée par la bourgeoisie et, historiquement quant à sa nature et à ses effets, on l'a mis sur le même plan que la terreur blanche dans la Hongrie de Horthy.

Cependant, bien que les sanglantes méthodes terroristes du fascisme et du régime de Horthy soient identiques et pareillement dirigées contre le prolétariat, la nature historique des deux phénomènes est profondément différente.

En Hongrie, la terreur s'installe après une victoire du prolétariat révolutionnaire même si celle-ci n'a été que de courte durée ; la bourgeoisie avait pour un temps tremblé devant la puissance du prolétariat.

La terreur instaurée par Horthy fut une vengeance.

L'exécuteur de cette vengeance est la petite caste féodale des officiers.

Il en va autrement du fascisme. Il n'est nullement la vengeance de la bourgeoisie après un soulèvement du prolétariat.

Historiquement et objectivement, le fascisme est bien plus un châtiment infligé parce que le prolétariat n'a pas continué la révolution commencée en Russie.

Et le fascisme ne repose pas sur une petite caste, mais sur de larges couches sociales, qui englobent même une partie du prolétariat. Il faut que nous prenions clairement conscience de ces différences essentielles, si nous voulons venir à bout du fascisme. »

(La lutte contre le fascisme)

Zetkine ne mentionne pas certaines situations où déjà la contre-révolution est capable d'englober une partie des masses, notamment agraires, comme en Finlande où la révolution de 1918 s'est appuyée sur l'idéologie nationaliste.

Mais elle souligne très justement le fait que le fascisme a une base de masse, est un mouvement et ne se contente pas d'être une réaction politique aux initiatives communistes.

« Je pense en effet que le fascisme, malgré toutes ses rodomontades, est la conséquence de l'ébranlement et du déclin de l'économie capitaliste, et un symptôme de la décomposition de l'État bourgeois.

C'est seulement si nous comprenons que le fascisme fascine et entraîne de larges couches sociales qui ont perdu la sécurité dont elles bénéficiaient naguère et ont, du coup, perdu toute foi dans le système actuel, que nous pourrons le combattre.

L'une des racines du fascisme est effectivement la décomposition de l'économie capitaliste et de l'État bourgeois.

Nous trouvons déjà dans la période d'avant-guerre [de 1914 - 1918] des symptômes de

prolétarisation de couches bourgeoises du fait du capitalisme.

La guerre a ébranlé l'économie capitaliste jusque dans ses fondements. Cela ne se manifeste pas seulement par une extrême paupérisation du prolétariat, mais aussi par la prolétarisation de très larges couches de la petite et moyenne bourgeoisie, par la situation désespérée de la petite paysannerie et la misère noire des intellectuels. »

(La lutte contre le fascisme)

Zetkine explique parfaitement que ce sont ces couches déclassées qui vont former la base militante du fascisme, des troupes de chocs aux intellectuels ; ne croyant pas au marxisme, ils croient en la nation, en la fusion communautaire de toutes les classes, afin de préserver leur existence.

Selon Zetkine, le fascisme naît de cette manière et la bourgeoisie, constatant ce phénomène, l'appuie, car cela va dans son intérêt. Le fascisme permet à la fois de dévier le prolétariat dans sa course mais aussi de réprimer les révolutionnaires.

Ou comme le dit Zetkine :

« Il est clair que le fascisme présente des caractéristiques différentes suivant les pays, en fonction des situations concrètes, spécifiques à chacun.

Il a néanmoins deux caractéristiques constantes : d'une part, un programme pseudo-révolutionnaire qui, de façon extrêmement habile, prend appui sur les courants d'opinion, les intérêts et les revendications des masses sociales les plus larges et, d'autre part, l'emploi de la terreur la plus brutale. »

(La lutte contre le fascisme)

Comme on le voit, la première leçon concernant le fascisme est que celui-ci est un mouvement de masse.

À cela s'ajoute que ses troupes proviennent principalement des « déclassés », c'est-à-dire de la petite-bourgeoisie broyée par la crise capitaliste et refusant la prolétarisation.

Mais cette première leçon a amené une question essentielle : quel est le rapport entre ces couches petites-bourgeoises formant les rangs du mouvement fasciste et la bourgeoisie ?

Il y a en effet une contradiction entre les intérêts de la petite-bourgeoisie et les grands capitalistes.

Cette contradiction a au départ été considérée comme essentielle et elle a amené la conception que le fascisme ne pouvait être en soi que temporaire.

Clara Zetkine dit ainsi :

« Le fascisme est condamné à se désagréger de l'intérieur. Il ne peut être que provisoirement l'instrument de la lutte de classe de la bourgeoisie, il ne peut que provisoirement renforcer, légalement ou non, le pouvoir de l'État bourgeois contre le prolétariat. »

(La lutte contre le fascisme)

Cette conception erronée a amené l'idée que les couches petites-bourgeoises ayant servi de « mercenaires de la bourgeoisie » vont se retourner contre la bourgeoisie et qu'à ce moment-là le champ sera libre pour l'offensive du prolétariat.

Mais ce n'est pas la seule conception erronée qui s'est développée à partir de là. En effet, l'idée que les couches petites-bourgeoises puissent agir seules est fondamentalement contraire aux enseignements de Lénine sur la lutte des classes.

Il ne peut pas y avoir de « troisième force » ; la petite-bourgeoisie penche toujours soit du côté des masses populaires, soit du côté de la bourgeoisie. Or, affirmer qu'il y a un mouvement petit-bourgeois c'est affirmer que la petite-bourgeoisie est capable d'une politique autonome.

Cette conclusion logique va être la thèse de Trotsky, pour qui le fascisme est en définitive

un « *bonapartisme* », où la bourgeoisie « cède » le pouvoir à la petite-bourgeoisie et aux fascistes, ces derniers étant considérés comme des opportunistes sans cervelle.

Pour Trotsky, le fascisme ne porte pas en lui un programme impérialiste ultra-moderne ; il n'est qu'une synthèse littéralement foireuse portée par des mercenaires.

Trotsky affirme :

« Le drapeau du national-socialisme fut brandi par des hommes issus des cadres moyens et subalternes de l'ancienne armée.

Couverts de décorations, les officiers et les sous-officiers ne pouvaient admettre que leur héroïsme et leurs souffrances aient été perdus pour la patrie, et surtout qu'ils ne leur donnent aucun droit particulier à la reconnaissance du pays. D'où leur haine pour la révolution et pour le prolétariat.

Ils ne voulaient pas prendre leur parti du fait que les banquiers, les industriels, les ministres les reléguent à des postes insignifiants de comptables, d'ingénieurs, d'employés des postes et d'instituteurs. D'où leur "socialisme".

Pendant les batailles de l'Yser et de Verdun, ils ont appris à risquer leur vie et celle des autres, et à parler la langue du commandement qui en impose tant aux petits bourgeois de l'arrière. C'est ainsi que ces hommes sont devenus des chefs.

Au début de sa carrière politique, Hitler ne se distinguait, peut-être, que par un tempérament plus énergique, une voix plus forte, une étroitesse d'esprit plus sûre d'elle-même. Il n'apportait au mouvement aucun programme tout prêt, si ce n'est la soif de vengeance du soldat humilié. »

(Qu'est-ce que le national-socialisme ?, 1933)

« Tous les discours d'Hitler étaient accordés sur ce diapason. Une sentimentalité informe, une absence totale de rigueur dans le raisonnement, une ignorance doublée d'une érudition désordonnée : tous ces moins se transformaient en plus.

Cela lui donnait la possibilité de rassembler toutes les formes de mécontentement dans la besace de mendiant du national-socialisme, et de mener la masse là où elle le poussait.

De ces premières improvisations, l'agitateur ne conservait dans sa mémoire que ce qui rencontrait l'approbation. Ses idées politiques étaient le fruit d'une acoustique oratoire.

C'est ainsi qu'il choisissait ses mots d'ordre. C'est ainsi que son programme s'étoffait. C'est ainsi que d'un matériau brut se formait un "chef". »

(Trotsky, Qu'est-ce que le national-socialisme ?, 1933)

Trotsky en arrive même à une comparaison terrible : *« Le programme avec lequel le national-socialisme est arrivé au pouvoir, rappelle tout à fait, hélas, le magasin "universel" juif dans les trous de province : que n'y trouve-t-on pas, à des prix bas et d'une qualité encore plus basse ! »*

(Qu'est-ce que le national-socialisme ?, 1933)

Cette ironie de Trotsky comparant les nazis avec le « *boutiquier juif* » arrivant à vendre tout et n'importe quoi, en plus d'être honteuse, s'avère catastrophiquement fautive quand on voit comment les nazis ont véritablement porté le programme le plus moderne du capitalisme.

En fait, Trotsky se trompe totalement sur l'idéologie nazie ; il en arrive à dire que « *Le national-socialisme rejette le marxisme mais aussi le darwinisme* » alors qu'en réalité le darwinisme appliqué à la société et aux peuples est précisément le fondement de l'idéologie impérialiste ; il parle de la même manière d'« *indigence infinie de la philosophie nationale-socialiste* » comme s'il n'y avait pas un réel programme impérialiste nazi ainsi qu'une culture très précise ; il nie la culture impérialiste bourgeoise allemande en général en disant : « *De même que l'aristocratie ruinée trouvait une consolation dans la noblesse de son sang, la petite bourgeoisie paupérisée s'enivre de contes sur les mérites particuliers de sa race.* »

Mais le point de vue de Trotsky sur le nazisme en 1933 n'est pas original, car cette erreur était encore pour beaucoup partagée en 1922 - 1923, alors que le fascisme triomphait en Italie.

En fait, la conception dominante était qu'avec Octobre 1917 en Russie et la crise économique dans les pays capitalistes, le prolétariat était à l'offensive et que le fascisme était là pour « freiner » l'avancée des masses.

Cette avancée étant comprise comme un phénomène objectif, la petite-bourgeoisie ayant de plus des intérêts opposés à la bourgeoisie, le fascisme ne pourrait être que « *temporaire* ».

Il va falloir attendre les thèses de Dimitrov pour que l'on comprenne que le fascisme n'est pas seulement un frein, une posture défensive du système capitaliste, mais également une forme nouvelle de domination.

C'est Dimitrov qui va montrer les différences entre la bourgeoisie industrielle, jusque-là tenant les rênes de l'État, et la bourgeoisie financière, impérialiste.

Avant Dimitrov, on considérait la bourgeoisie comme un seul « bloc ». En 1926 encore, soit 4 ans après la prise du pouvoir par Mussolini, les *Thèses de Lyon* du Parti Communiste italien disaient encore que le fascisme « *se propose de réaliser une unité organique de toutes les forces de la bourgeoisie en un seul organisme politique* ».

Parallèlement aux positions de Dimitrov qui vont se développer se pose la question de la nature de la social-démocratie. Celle-ci est opposée à toute lutte violente, que ce soit contre le capitalisme ou contre le fascisme.

Ce faisant, la social-démocratie désarme les masses populaires, elle prône en définitive la capitulation. Voilà pourquoi en 1924 le 5ème congrès de l'Internationale Communiste explique que « *Le fascisme et la social-démocratie sont les deux aspects d'un et même instrument de la dictature du grand capital. [...] La social-démocratie est déjà en train de transformer l'aile droite du mouvement ouvrier en aile gauche de la bourgeoisie et, ainsi, du fascisme.* »

Staline expliquera pareillement au congrès que « *Le fascisme n'est pas simplement une organisation de combat de la bourgeoisie, mais également un phénomène politique fondé sur la social-démocratie.* »

En effet, l'incapacité de la « gauche » à être révolutionnaire permet aux fascistes de se présenter comme les seuls vrais « révolutionnaires », tandis que la social-démocratie pousse à l'isolement des communistes, qui mettraient « de l'huile sur le feu ».

Le grand dirigeant socialiste sur le plan international Otto Bauer expliquait ainsi que le fascisme était le produit d'Octobre 1917, que les communistes poussaient la bourgeoisie à la violence, etc.

C'est le sens du fameux symbole social-démocrate, les trois flèches, dirigées à la fois contre les communistes, les fascistes et les conservateurs.

C'est pour cette raison que les communistes ont toujours mis en avant cette citation très connue désormais de Staline :

« *Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif de la social-démocratie.*

Objectivement, la social-démocratie est l'aile modérée du fascisme. Ces organisations ne s'excluent pas réciproquement, mais au contraire se complètent l'une l'autre. Ce ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux. »

Voilà pourquoi le Parti Communiste d'Allemagne (KPD) a inlassablement combattu pour que les membres de la social-démocratie comprennent la situation et s'arrachent à la domination de leurs dirigeants.

La thèse du social-fascisme n'a jamais été dirigé contre les militants, comme le prétendent les trotskystes ; elle permettait au contraire de comprendre, comme le KPD l'a

formulé, que :

« Aussi longtemps qu'ils ne sont pas délivrés de l'influence des sociaux-fascistes, ces millions d'ouvriers sont perdus pour la lutte antifasciste. »

(Die Internationale, juin 1932).

L'histoire l'a prouvé maintes fois, et l'exemple le plus parlant, après l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht lors de l'écrasement des spartakistes par un dirigeant socialiste, est le putsch fasciste en Autriche en février 1934 : le Parti Communiste, extrêmement petit, a mené seul la lutte armée alors que la social-démocratie était un parti énorme, disposant de très nombreuses caches d'armes !

À l'opposé, quand le Parti Communiste a réussi à amener la social-démocratie à lutter, comme en France et en Espagne, le front populaire a réussi à s'opposer au fascisme.

Tels sont les faits : là où il y a eu front populaire, union à la base des organisations populaires sur des principes antifascistes clairs, le fascisme a été brisé.

Quelle est cette thèse du front populaire, justement développée par Dimitrov ?

Celui-ci explique simplement que :

« La première chose qu'il faut faire, par laquelle il est nécessaire de commencer, c'est de réaliser le front unique, d'établir l'unité d'action des ouvriers dans chaque entreprise, dans chaque rayon, dans chaque région, dans chaque pays, dans le monde entier.

L'unité d'action du prolétariat à l'échelle nationale et internationale, voilà l'arme puissante qui rend la classe ouvrière capable non seulement de se défendre avec succès, mais aussi de passer avec succès à la contre-offensive contre le fascisme, contre l'ennemi de classe. »

(Le fascisme et la classe ouvrière)

« Les communistes et tous les ouvriers révolutionnaires doivent travailler à la création d'organismes de classe hors parti du front unique dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ouvriers, parmi les petites gens des villes et dans les villages (organismes élus, et, dans les pays de dictature fasciste, choisis parmi les membres les plus autorisés du mouvement du front unique).

Seuls des organismes de cette sorte pourront englober aussi dans le mouvement de front unique l'énorme masse inorganisée des travailleurs, contribuer au développement de l'initiative des masses dans la lutte contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la réaction, et, sur cette base, à la création du vaste cadre de militants ouvriers du front unique qui est indispensable pour la formation de centaines et de milliers de bolcheviks sans parti dans les pays capitalistes.

L'action commune des ouvriers organisés, tel est le début, telle est la base. [...]

La création d'organismes de classe en dehors des partis est la meilleure forme pour réaliser, élargir et consolider le front unique au plus profond des grandes masses.

Ces organismes seront aussi le meilleur rempart contre toutes les tentatives des adversaires du front unique de violer l'unité d'action qui s'établit au sein de la classe ouvrière. »

(Le fascisme et la classe ouvrière)

Dimitrov résout donc déjà le problème de savoir quel type de front il faut construire.

« Certains communistes se creusent vainement la tête pour savoir par quoi commencer : par le front unique du prolétariat ou par le front populaire antifasciste ?

Les uns disent : on ne pourra pas entreprendre l'établissement du front populaire antifasciste avant d'avoir organisé un solide front unique du prolétariat.

Mais, raisonnent les autres, comme l'établissement du front unique prolétarien se heurte dans nombre de pays à la résistance de la partie réactionnaire de la social-démocratie, mieux vaut commencer du coup par le front populaire et, sur cette base seulement,

déployer ensuite le front unique de la classe ouvrière.

Les uns et les autres, évidemment, ne comprennent pas que le front unique du prolétariat et le front populaire antifasciste sont liés l'un à l'autre par la dialectique vivante de la lutte, qu'ils s'interpénètrent, se transforment l'un en l'autre au cours de la lutte pratique contre le fascisme, au lieu d'être séparés l'un de l'autre par une muraille de Chine.

Car, on ne saurait croire sérieusement qu'on puisse vraiment réaliser le front populaire antifasciste sans établir l'unité d'action de la classe ouvrière elle-même, qui est la force dirigeante de ce front populaire. Et, d'autre part, le développement ultérieur du front unique prolétarien dépend dans une mesure notable de sa transformation en un front populaire contre le fascisme. »

(Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme, 1935)

Mais qu'est-ce que le fascisme ?

« Le fascisme, ce n'est pas une forme du pouvoir d'État qui, prétendument, "se place au-dessus des deux classes, du prolétariat et de la bourgeoisie", ainsi que l'affirmait, par exemple, Otto Bauer.

Ce n'est pas "la petite bourgeoisie en révolte qui s'est emparée de la machine d'État", comme le déclarait le socialiste anglais Brailsford.

Non. Le fascisme, ce n'est pas un pouvoir au-dessus des classes, ni le pouvoir de la petite bourgeoisie ou des éléments déclassés du prolétariat sur le capital financier.

Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même.

C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels.

Le fascisme en politique extérieure, c'est le chauvinisme sous sa forme la plus grossière, cultivant une haine bestiale contre les autres peuples.

Il est nécessaire de souligner avec une vigueur particulière ce véritable caractère du fascisme parce que le masque de la démagogie sociale a permis au fascisme d'entraîner à sa suite, dans une série de pays, les masses de la petite bourgeoisie désaxée par la crise, et même certaines parties des couches les plus arriérées du prolétariat, qui n'auraient jamais suivi le fascisme si elles avaient compris son caractère de classe réel, sa véritable nature.

Le développement du fascisme et la dictature fasciste elle-même revêtent dans les différents pays des formes diverses, selon les conditions historiques sociales et économiques, selon les particularités nationales et la situation internationale du pays donné.

Dans certains pays, principalement là où le fascisme n'a pas de large base dans les masses et où la lutte des différents groupements dans le camp de la bourgeoisie fasciste elle-même est assez forte, le fascisme ne se résout pas du premier coup à liquider le Parlement et laisse aux autres partis bourgeois, de même qu'à la social-démocratie, une certaine légalité.

Dans d'autres pays, où la bourgeoisie dominante appréhende la proche explosion de la révolution, le fascisme établit son monopole politique illimité ou bien du premier coup, ou bien en renforçant de plus en plus la terreur et la répression à l'égard de tous les partis et groupements concurrents. »

(Le fascisme et la classe ouvrière)

Dimitrov donne ainsi la définition classique du fascisme, telle qu'adoptée par l'Internationale Communiste :

« Le fascisme au pouvoir, c'est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. »

C'est-à-dire que le fascisme c'est la prise du pouvoir d'une partie - et d'une partie

seulement - de la bourgeoisie.

Celle-ci a des intérêts en contradiction avec les autres couches bourgeoises, et par conséquent forme son propre parti : le parti fasciste, qui se charge de réaliser les tâches nécessaires et d'asseoir le « nouveau » pouvoir.

« Dépassant en cynisme et en hypocrisie toutes les autres variétés de la réaction bourgeoise, le fascisme adapte sa démagogie aux particularités nationales de chaque pays et même aux particularités des différentes couches sociales dans un seul et même pays.

Et les masses de la petite bourgeoisie, voire une partie des ouvriers, poussés au désespoir par la misère, le chômage et la précarité de leur existence, deviennent victimes de la démagogie sociale et chauvine du fascisme.

Le fascisme arrive au pouvoir comme le parti de choc contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat, contre les masses populaires en fermentation, mais il présente son avènement au pouvoir comme un mouvement "révolutionnaire" contre la bourgeoisie au nom de "toute la nation" et pour le "salut" de la nation. »

(Le fascisme et la classe ouvrière)

Cela signifie qu'il faut gagner les couches appauvries de la petite-bourgeoisie :

« Lors de la création du front populaire antifasciste, il est d'une grande importance d'aborder de manière juste les organisations et les partis auxquels adhèrent en nombre considérable la paysannerie travailleuse et les masses fondamentales de la petite bourgeoisie urbaine.

Dans les pays capitalistes, la majorité de ces partis et de ces organisations, tant politiques qu'économiques, se trouvent encore sous l'influence de la bourgeoisie et continuent à la suivre.

La composition sociale de ces partis et de ces organisations, n'est pas homogène.

On y trouve des koulaks de taille à côté de paysans sans terre, de grands brasseurs d'affaires à côté de petits boutiquiers, mais la direction y appartient aux premiers, aux agents du grand Capital.

Cela nous oblige à aborder d'une façon différente ces organisations, en tenant compte du fait que, bien souvent, la masse des adhérents ne connaît pas la physionomie politique réelle de sa direction.

Dans des circonstances déterminées, nous pouvons et nous devons orienter nos efforts pour attirer, en dépit de leur direction bourgeoise, ces partis et ces organisations, ou certaines de leurs parties, aux côtés du front populaire antifasciste. »

(Le fascisme et la classe ouvrière)

Tel est le point de vue communiste sur la petite-bourgeoisie, classe brisée par la crise impérialiste. Si l'on ne comprend pas la mobilisation de la petite-bourgeoisie qui suit la bourgeoisie impérialiste d'un côté, alors que de l'autre la social-démocratie paralyse les forces vives des masses populaires, on ne comprend pas le fascisme.

« Le fascisme est l'ennemi des neuf dixièmes du peuple allemand, des neuf dixièmes du peuple autrichien, des neuf dixièmes des autres peuples des pays fascistes. Comment, de quelle manière, ce pire ennemi a-t-il pu vaincre ?

Le fascisme a pu accéder au pouvoir avant tout parce que la classe ouvrière, par suite de la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie que pratiquaient les chefs de la social-démocratie, s'est trouvée scindée, désarmée au point de vue politique et au point de vue de l'organisation, face à l'agression de la bourgeoisie.

Quant aux Partis communistes, ils étaient insuffisamment forts pour soulever les masses, sans et contre la social-démocratie, et les conduire ainsi à la bataille décisive contre le fascisme. »

(Le fascisme et la classe ouvrière)

Tel est le point de vue du rapport entre les révolutionnaires et les réformistes, entre les communistes et les socialistes.

Mais il y a encore un point essentiel que va aborder Dimitrov, celui de la paysannerie, encore très présente même dans les pays capitalistes. La Commune de Paris avait échoué car elle s'était retrouvée isolée, et en fait cette question est encore essentielle notamment dans les pays semi-féodaux semi-coloniaux, où justement Mao Zedong a développé la ligne correcte à ce sujet.

Dimitrov constate ainsi :

« *Le fascisme a vaincu aussi parce que le prolétariat s'est trouvé coupé de ses alliés naturels.*

Le fascisme a vaincu parce qu'il a réussi à entraîner à sa suite les grandes masses de la paysannerie, du fait que la social-démocratie pratiquait au nom de la classe ouvrière une politique en réalité antipaysanne. Le paysan avait vu se succéder au pouvoir une série de gouvernements sociaux-démocrates qui, à ses yeux, personnifiaient le pouvoir de la classe ouvrière, mais pas un d'entre eux n'avait résolu le problème de la misère paysanne, pas un d'entre eux n'avait donné la terre à la paysannerie.

La social-démocratie d'Allemagne n'avait pas touché aux propriétaires fonciers : elle entravait les grèves des ouvriers agricoles.

Le résultat, c'est que ceux-ci, en Allemagne, bien avant l'accession de Hitler au pouvoir, abandonnèrent les syndicats réformistes et, dans la plupart des cas, passèrent aux Casques d'acier et aux national-socialistes. Le fascisme a vaincu encore parce qu'il a réussi à pénétrer dans les rangs de la jeunesse, du moment que la social-démocratie détournait la jeunesse ouvrière de la lutte de classe, que le prolétariat révolutionnaire n'avait pas déployé parmi les jeunes le travail éducatif nécessaire et n'avait pas réservé une attention suffisante à la lutte pour ses intérêts et ses aspirations spécifiques.

Le fascisme a su saisir le besoin d'activité combative, particulièrement vif chez les jeunes, et il a entraîné une partie considérable d'entre eux dans ses détachements de combat. »

(Le fascisme et la classe ouvrière)

Ainsi les enseignements de l'Internationale Communiste concernant le fascisme sont :

- le fascisme ne consiste pas en une simple répression contre-révolutionnaire, mais en un mouvement de réorganisation de l'État sous l'égide de la bourgeoisie impérialiste ;
- ce mouvement de fond est appuyé par la petite-bourgeoisie en crise dont l'organisation politique est très étroitement liée aux forces « nationalistes » s'appuyant sur les exigences de la bourgeoisie impérialiste ;
- la social-démocratie, en s'opposant au communisme, empêche la classe ouvrière et les masses populaires en général d'assumer la bannière du communisme, et donc celle de la lutte contre l'État bourgeois, dont la forme fasciste n'est qu'un avatar répondant aux exigences de la nouvelle couche dominante au sein de la bourgeoisie elle-même.

Pour le PCMLM, janvier 2007.

Apprendre des leçons de Mariátegui sur le romantisme du fascisme français !

Il y a quelque chose d'étonnant à voir que le romantisme du fascisme français a été analysé et compris par un homme qui se trouvait loin de là, paralysé et bloqué dans une chaise roulante.

Le péruvien José Carlos Mariátegui (1894 - 1930) a saisi des choses qui n'ont pas été comprises, ou tout au moins pas assez, en Europe à cette époque : la dimension de l'époque entière.

Mariátegui a vu que la révolution socialiste touche ce qu'il y a de plus profond dans les êtres humains ; elle produit des valeurs, valeurs qui doivent être portées et levées comme un nouveau drapeau.

Il a compris que le fascisme prétendait porter une « nouvelle manière de vivre », et il a analysé ses prétentions, montrant une compréhension pour la volonté de mettre bas l'ancien ordre des choses, mais démontrant la vacuité du romantisme fasciste, puisqu'il était purement anachronique à l'époque de la révolution socialiste.

Mais il y a quelque chose de plus étonnant : la manière dont Mariátegui a exprimé son point de vue, ou plus exactement quelles armes théoriques il a employé.

Il est bien connu que dans le mouvement communiste, la question de la culture a été soulevée dans un processus commençant dans les années 1920 - 1930 (avec par exemple Brecht et Gorki, culminant dans le réalisme socialiste dans les domaines de l'art et de la littérature) et finissant avec la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine Populaire et les leçons de Mao Zedong dans les domaines idéologiques et culturels.

Comment Mariátegui a-t-il déjà compris ces points dans les années 1920 ?

La même question peut être posée avec sa compréhension de comment les fascistes mettent en avant l'aspect subjectif, et de la violence comme outil révolutionnaire nécessaire.

Il est bien connu que le mouvement communiste a dû atteindre Mao Zedong et sa théorie de la guerre populaire, et les expériences des guerres populaires dans le monde dans les années 1960 - 1980.

De nouveau nous devons demander : comment Mariátegui a-t-il compris ces points, déjà dans les années 1920 ?

La réponse est : Mariátegui ne pouvait pas encore les comprendre de manière scientifique, de manière parfaite, alors il a utilisé des outils théoriques qui n'étaient pas marxistes, mais dont il a changé la signification.

Il a utilisé Bergson et Sorel, deux penseurs français appartenant à des écoles idéalistes, dont les pensées sont clairement pré-fascistes, et qui ont joué un grand rôle dans la fondation des constructions théoriques du fascisme.

Sorel est devenu anti-marxiste parce qu'il pensait que les vues de Karl Marx sur la Révolution n'étaient pas assez profondes : il voulait que la révolution prolétarienne ait un aspect spirituel. Et en raison de cela, Sorel voulait que la lutte de classe développe des mythes puissants, pour mobiliser les masses.

Mariátegui était marxiste et connaissait les enseignements de Lénine : ses analyses du Pérou sont totalement scientifiques. Mais il a vu qu'il avait besoin de davantage de concepts, aussi a-t-il utilisé les thèses de Sorel pour expliquer le besoin de la révolution socialiste d'avoir, disons, un « romantisme révolutionnaire ».

Mariátegui n'a pas dit que la révolution socialiste avait besoin de mythes - il était matérialiste. Mais il souligné le fait que la révolution socialiste doit être aussi « puissante »

idéologiquement que la religion.

De la même manière, il a utilisé la thèse idéaliste de Bergson quant à l'intuition pour mettre en avant les nouveaux « sentiments » du révolutionnaire. Un romantisme révolutionnaire qui ne sera pas vu avant les années 1960...

Les leçons de Mariátegui sont ici étonnantes : il a étudié les monarchistes français de l'Action française, il a étudié les positions de Drieu La Rochelle, peut-être le principal écrivain des années 1920 - 1930, qui a compris que le choix était entre fascisme et communisme (mais qui a choisi le fascisme).

Il a touché une dimension qui n'était alors pas vue en France - et c'était clairement un mauvaise chose contre le fascisme. En ce sens, quand nous lisons le « *Feu follet* » de Drieu La Rochelle, on ne peut que penser : Drieu La Rochelle aurait dû devenir un communiste, et pas un fasciste !

En ce sens, la thèse de Mariátegui nous aide aussi beaucoup pour comprendre le Parti Communiste du Pérou et les thèses de Gonzalo.

Les documents de Gonzalo sont pleins de passion et d'images révolutionnaires. Il est facile de reconnaître de nombreuses images de la bible, que Gonzalo a transformées d'une manière littéraire en armes idéologiques révolutionnaires.

Gonzalo a souligné, de la même manière, la nécessité de ressentir un engagement individuel qui soit absolu, correspondant à l'époque révolutionnaire. C'est pourquoi il a souligné le devoir de lever la bannière de l'optimisme révolutionnaire.

La même chose apparaît en ce qui concerne la question de la violence : Gonzalo souligne, comme en fait tous les dirigeants révolutionnaires des années 1960 - 1980 qui ont compris les leçons d'Engels et de Mao Zedong, le rôle de la violence révolutionnaire, car la violence signifie pour les larges masses la libération de leurs chaînes.

Mariátegui a « senti » tout cela, mais ne pouvait pas l'exprimer de manière scientifique, alors il a utilisé des armes théoriques qui n'étaient ni révolutionnaires ni prolétariennes ; Gonzalo a souligné les mêmes aspects, mais de manière scientifique.

Et nous devons comprendre ici pourquoi, lorsque Gonzalo a été arrêté, le Parti Communiste du Pérou a fait face à un recul temporaire, le fameux « *détour* ».

Les opportunistes ont utilisé la même forme, mais modifié le contenu révolutionnaire. Les fausses lettres de Gonzalo, produites par la contre-révolution (Fujimori et la CIA) ont utilisé la même forme romantique révolutionnaire, mais ont produit quelque chose qui n'était pas scientifique, mais simplement un mythe : la révolution serait stoppée mais recommencerait dans exactement 70 ans, il y aurait des cycles révolutionnaires, etc.

Cela montre deux choses : tout d'abord que les phénomènes romantiques doivent être étudiés par les révolutionnaires, afin de comprendre comment ils sont le produit de la crise de l'impérialisme. Le groupe Nirvana et le Grunge sont des exemples de phénomènes intéressants, combinant la critique romantique du capitalisme et le pessimisme petit-bourgeois.

Ensuite, que l'aspect scientifique doit toujours être à l'esprit. Le révisionnisme de Prachanda par exemple, a combiné une forme révolutionnaire, mais au niveau scientifique, les erreurs du contenu pouvaient être vues très tôt, déjà en 2005.

En ce sens : comprenons le romantisme fasciste de manière dialectique, et levons plus haut le drapeau révolutionnaire de notre époque, plein d'optimisme révolutionnaire !

Révolution #16, septembre 2009.

Fascisme et appareil d'État (le psychodrame français du « nouveau fascisme », du totalitarisme larvé)

En France, une juste compréhension de l'antifascisme se heurte à un problème majeur : l'expérience pétainiste.

En Italie et en Allemagne, les antifascistes savent très bien que le fascisme signifie un bouleversement de l'appareil d'État. Bon nombre de démocrates bourgeois ont dû subir avec le fascisme le même sort que les communistes.

En France, cette réalité est incomprise, et on s'imagine que le fascisme vient de l'intérieur de l'appareil d'État lui-même, tout comme Pétain et les collabos. Le fascisme s'imposerait sans trop de soucis dans la démocratie bourgeoise, « comme une lettre à la poste », il serait une « gangrène » contaminant sans contradictions l'État et la société, une sorte de penchant naturel de la démocratie bourgeoise, bref : une sorte de putsch tout en douceur.

Lorsque Le Pen est arrivé au second tour, bon nombre de gens ont vraiment pensé qu'il y avait un risque fasciste, tout comme la conception délirante d'un « Sarko facho » a largement eu du succès dans la petite-bourgeoisie. Sans parler de mai 1968 où les étudiants scandaient « CRS SS », ce qui sans préjuger de la brutalité barbare des CRS, était un slogan totalement décalé.

Dans la même idée, il est courant en France de penser que Hitler a été « élu démocratiquement », sans aucune juste compréhension du terrorisme nazi, de la terreur des SA, des trucages, manipulations, meurtres, etc.

Toute cette compréhension erronée s'est trouvée justement synthétisée en 1972 dans cette citation classique du genre :

« Le fascisme est dans l'État, c'est même là qu'il se trouve le mieux et M. Marcellin ne prendra pas d'assaut son propre bureau. Le fascisme d'aujourd'hui ne signifie plus la prise du Ministère de l'Intérieur par des groupes d'extrême-droite, mais la prise de la France par le Ministère de l'Intérieur. » (André Glucksmann, « Nouveau fascisme, nouvelle démocratie »)

On peut remplacer Marcellin - Ministre de l'Intérieur de juin 1968 à 1974 et surnommé « Raymond la matraque » -, par Pasqua ou Sarkozy, et la thèse du fascisme moderne est remise au goût du jour !

On a périodiquement le même discours, il suffit juste de changer les noms. Et il est facile de voir que c'est une lubie de « l'extrême-gauche » dans sa version caricaturale, petite-bourgeoise.

Ainsi lorsque Charles Pasqua est redevenu Ministre de l'Intérieur en 1993, après l'avoir été entre 1986 et 1988, une manifestation parisienne avait été égayée d'un cortège de gens cagoulés mettant en avant le sigle du SCALP (Section Carrément Anti-Le Pen), organisation alors déjà quasi défunte après son apogée autour de 1989, et une banderole avec écrit dessus « *Guérilla urbaine* ».

Mais il n'y a pas eu de guérilla urbaine, ni d'ailleurs de Pasqua fasciste. Car il va de soi que ni Marcellin, ni Pasqua, ni Sarkozy n'ont été des fascistes : ils étaient tout simplement des ministres de l'Intérieur de la démocratie bourgeoise. Cela est bien suffisant pour qu'ils aient un caractère réactionnaire !

Mais il n'y a pas eu, comme phénomène de masse et permanent, d'arrestations arbitraires

et d'emprisonnements pendant des années, de lois d'exception, d'enlèvements et d'exécutions sommaires, de tortures et de massacres, etc. Il n'y a pas eu le fascisme.

Ce qui n'empêche pas certains de se voiler la face, afin de pouvoir fantasmer et vivre la véritable passion française : le psychodrame. Voyant cela, ils disent qu'il ne peut justement plus y avoir le fascisme tel qu'il a existé (pourquoi ? mystère !) et que nous vivons donc dans un fascisme moderne, un nouveau fascisme, une démocratie bourgeoise de contre-révolution préventive, etc.

Allons donc ! Tout ce discours ne vise qu'à « excuser » les erreurs et justifier ses faiblesses, ses échecs, ses défauts, pour ne pas avoir à faire d'autocritique !

La démocratie bourgeoise est la démocratie bourgeoise. Elle est une dictature de classe, parsemée de contradictions, selon le rapport de force entre les classes.

Prenons par exemple les droits des gays et des lesbiennes : ces droits sont plus nombreux qu'il y a 20 ans. Est-ce une bonne ou une mauvaise chose ? Une bonne chose, bien sûr, obtenue grâce à la pression des masses.

Mais que doivent penser ceux qui pensent qu'on vit dans le « fascisme moderne », dans « un monde de mort » ? Ils n'ont d'autres choix que l'homophobie, ou bien la remise en cause de leur interprétation unilatérale.

Est-ce à dire que le fascisme, le vrai, n'existera plus ? Absolument pas : le capitalisme se développe inévitablement en impérialisme, et l'impérialisme amène la guerre et le fascisme.

Si le fascisme est faible, c'est parce que le capitalisme a relancé un cycle d'accumulation en 1945 (mais également en 1989 avec l'effondrement du bloc de l'Est).

En raison de ce cycle, certains ont fantasmé comme quoi le capitalisme ne connaissait plus de crise. Rien que dans les années 1990, cette thèse était encore unanime en France, à part dans quelques très rares cercles MLM ou bien de marxistes sérieux.

Voilà pourquoi les communistes n'accordent pas leur attention centrale sur des bourgeois traditionnels comme Sarkozy (qui est le digne représentant des gens friqués de Neuilly-Auteuil-Passy), mais sur les monopolistes.

Car demain les monopolistes voudront façonner la société à leur image, et c'est là que tout se jouera. Sarkozy n'est lui qu'un bourgeois défendant la société capitaliste s'imaginant éternelle. Demain, ce seront les bouchers que la fraction impérialiste poussera au pouvoir, les fascistes, les assassins !

Nier cette thèse, c'est s'imaginer que nous vivons déjà le fascisme, c'est croire que les monopoles contrôlent déjà quasiment toute l'économie, quasiment toute la société. C'est faire de la science-fiction, et les films traitant d'un tel sujet ne manquent pas (*Alien*, *Total Recall*, *Starship Troopers*, *THX 1138*, etc. etc.).

Chaque jour au contraire on peut voir comment justement il y a des fusions-acquisitions, toujours plus grandes et nombreuses, comment la crise générale du capitalisme s'approfondit. Et comment parallèlement les groupes fascistes commencent à pulluler, à avoir plus d'impact, plus de gens dans leurs rangs.

Les pays capitalistes vont vers le fascisme, et pour comprendre pleinement cela, il faut saisir la portée essentielle de la thèse communiste sur le fascisme :

« *L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie - la démocratie bourgeoise - par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée.* » (Georges Dimitrov, « *L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme* »)